

Économie politique

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **25 (1933)**

Heft 1

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

et les sons sont excellents et n'offrent aucune différence avec ceux des cinémas. Le film sonore offre tant de possibilités qu'il est indispensable de le mettre au service de l'œuvre des films pour l'éducation ouvrière.

La liste des films de la C. S. E. O., que l'on peut obtenir gratuitement, donne tous les renseignements nécessaires au sujet des prix de location des films et des appareils. La location des films étroits est de fr. 1.25 par rouleau. On compte environ 5 à 6 rouleaux pour remplir une soirée. La location pour les films normaux et pour les films sonores varie entre 5 francs et 100 francs. La C. E. O. loue les films à des prix de faveur. C'est pourquoi il est préférable de les commander par son intermédiaire. Le fait de condenser toutes les commandes de films nous permet d'obtenir d'avantageuses conditions de location.

La Centrale suisse d'éducation ouvrière se tient à la disposition de tous les intéressés pour fournir tous les renseignements désirés sur les représentations cinématographiques.

Economie politique.

La conjoncture de l'économie mondiale.

Voici ce que communique l'Institut allemand pour l'étude de la conjoncture dans son rapport terminé le 2 décembre, sur la situation économique internationale:

« En ce qui concerne les marchandises, il s'est produit jusqu'à ces dernières semaines, simultanément avec l'augmentation des prix et des cours, une animation persistante de la production, partant, des chiffres d'affaires. Il s'agit surtout d'une réadaptation de la production aux besoins courants, en partie également de réduire les dépôts. L'importance symptomatique conjoncturelle de ce développement réside dans le fait qu'elle permet d'entrevoir que la pression de la déflation sur la réduction des dépôts et la limitation des investissements complémentaires, est près d'être terminée. Mais, il n'y a aucun symptôme de la formation d'un nouveau mouvement conjoncturel ascendant. Il ne faut pas s'attendre à une augmentation immédiate de l'activité d'investissement qui donne généralement une impulsion, du fait que les intérêts du capital, par suite de la dynamique des marchés, atteignent encore toujours des mesures trop prohibitives. *Il est de plus, fort peu probable que le développement actuel des revenus permette à la consommation d'animer l'économie mondiale parce que la capacité d'absorption de l'économie agraire mondiale est comme toujours, des plus minimes. Cependant, il semblerait que le ratatinement de l'économie devrait avoir atteint son apogée dans la plupart des pays les plus importants.* » (C'est nous qui soulignons.)

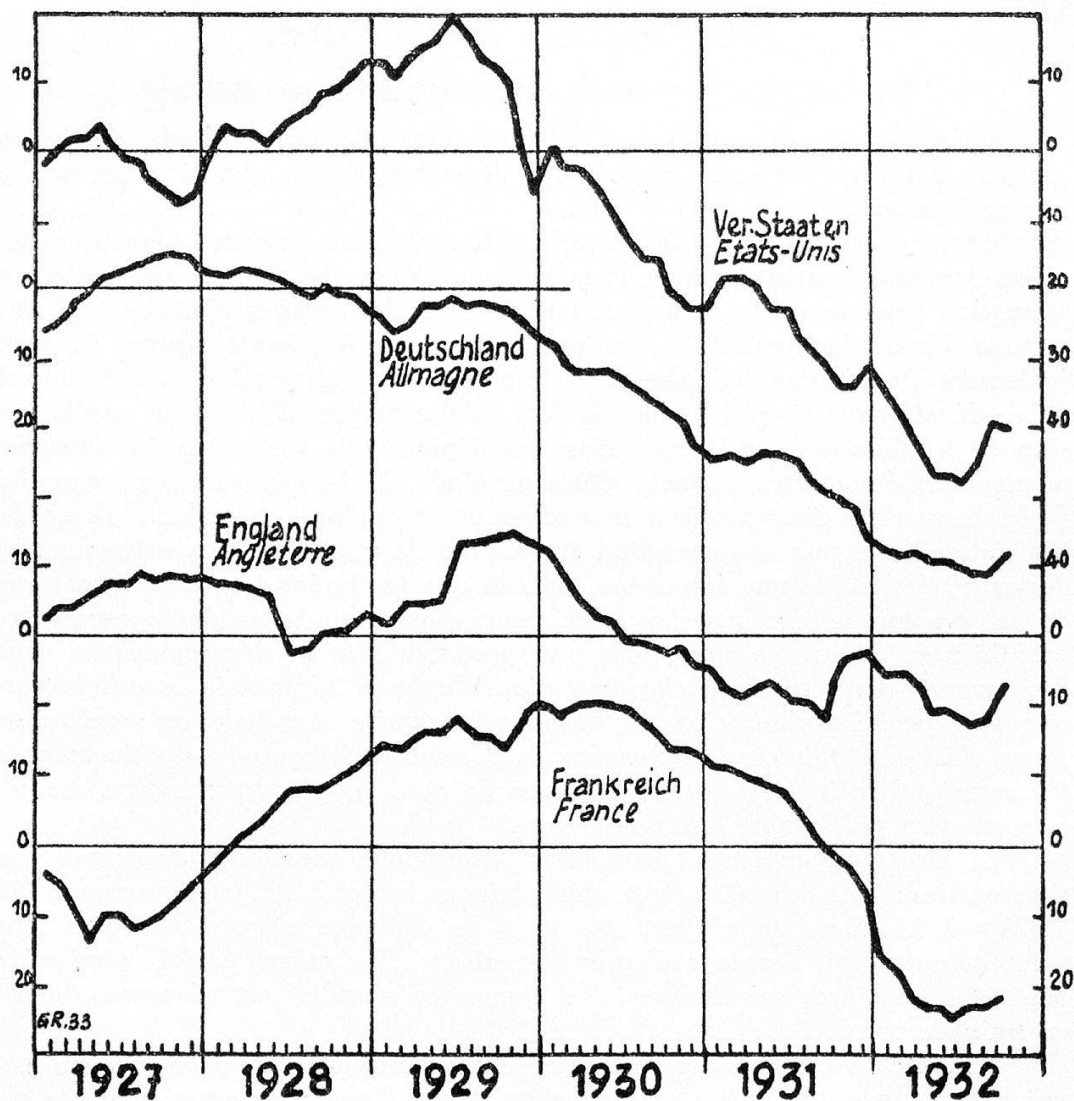
Le chiffre-index de la production industrielle mondiale, établi par l'Institut berlinois, est monté de 66,6 qu'il était en juillet à 70,7 en septembre 1932. (1928 = 100.) Dans la plupart des pays, le chômage a augmenté plus lentement qu'on n'osait l'espérer d'après les saisons, il a même parfois diminué en dépit des tendances saisonnières. Le commerce mondial est néanmoins encore en train de reculer.

L'Institut a constaté les prémisses d'un changement de la conjoncture, ce qui ne veut pas dire qu'on se trouve au début d'une augmentation de la pro-

duction. « Dans aucun pays, l'animation n'a été compensée par une extension de la consommation. » Selon l'institut, l'animation provient bien plus d'une sorte de va-et-vient fondamental qui se produit dans la politique des stocks emmagasinés par le commerce. La réduction continue de ces stocks qui s'est produite depuis le début de la crise, a cessé, il faut donc réadapter la production au besoin courant.

Par contre, il ne faut pas s'attendre à ce que la consommation augmente, car les revenus n'ont pas été élevés, au contraire, ils ont été baissés. Cela prouve également la grande importance politique conjoncturelle qu'il convient d'accorder au maintien du revenu des ouvriers, préconisé par les syndicats. Basant son jugement sur tous les facteurs de la conjoncture, l'institut conclut en disant: « bien qu'il n'y ait pas encore de tendances ascendantes d'une très grande puissance dans le monde, il semblerait que le début de la dépression, que la fin de l'effondrement de l'économie, ont été atteints ». Afin d'éviter tout malentendu, nous ajoutons que l'institut considère comme dépression la période durant laquelle la décadence de l'économie a atteint son apogée, et durant laquelle il ne s'est pas encore produit d'amélioration, mais où la production se maintient tout d'abord à un niveau très réduit.

La marche de la conjoncture dans les pays les plus importants 1927/1932.



Le jugement porté sur la conjoncture étant précisément très important en ce moment, nous reproduisons ci-dessous la courbe suivie par la conjoncture des pays les plus importants. Pour les Etats-Unis et la France, il s'agit de l'index officiel de la production industrielle, pour l'Allemagne et la Grande-Bretagne, du nombre des ouvriers occupés.

Après avoir accusé un mouvement descendant durant 3 ou 4 ans, les courbes subissent partout une sorte d'arrêt vers le milieu de 1932 et s'élèvent ensuite, en partie. Bien que ce mouvement ascendant paraisse être passager au premier abord, on n'en trouve néanmoins pas d'autre plus durable et meilleur depuis le début de la crise. Ces courbes confirment le jugement porté par l'institut pour l'étude de la conjoncture que nous venons de citer.

Le cours des actions s'est quelque peu amélioré.

En 1932, les actions dans les bourses suisses ont bien maintenu le cours qu'elles avaient au début de l'année. Après la brève ascension du printemps, le krach Kreuger a eu pour effet de faire baisser les cours au niveau le plus bas en juin. Il s'est produit ensuite un rapide relèvement qui, à partir de septembre, fit de nouveau place à un mouvement opposé. Contrairement aux années précédentes alors que les cours atteignaient le niveau le plus bas en décembre, il n'en a pas été de même cette année et le niveau des cours n'a pas beaucoup varié à la fin de l'année. Certains cours, comparés à ceux de décembre 1931, ont même subi un relèvement. Ce fait prouve également que le recul permanent qui s'est produit pendant plus de 3 ans subit actuellement une sorte d'*accalmie*.

Nous donnons, comme par le passé, le cours des actions de fin d'année des entreprises les plus importantes, à savoir celui de 14 sociétés industrielles, de trois grandes banques et d'une société financière.

	Valeur nominale d. actions en fr.	Cours de la bourse des actions à la fin de l'année :					
		1913	1921	1928	1930	1931	1932
Nestlé, Cham	200	1760	220	940	660	430	500
Aluminium, Neuhausen . . .	1000	2780	1262	3750	2450	1400	1540
Lonza U. E. et fabrique de produits chimiques	200	490	90	485	225	80	95
Brown, Boveri & Co, Baden .	350	—	197	605	425	170	170
Bally (société holding) . . .	1000	1280	655	1560	1040	600	780
Sulzer (société holding) . . .	1000	—	405	1280	920	400	410
Aciéries Fischer, Schaffhouse .	500	860	390	1080	780	430	340
Maggi (société holding) . . .	5000	10225	3800	17800	15000	15000	16000
Fabr. de machines, Oerlikon .	500	645	410	800	650	410	500
Soc. pour l'industrie chimique	1000	1880	825	3550	2610	2350	2600
Soc. ind. pour la chappe . . .	1000	3885	1330	4480	2010	960	1000
Fabr. de locom., Winterthour	500	690	400	600	435	210	140
Fabr. de conserves, Lenzbourg	1000	1920	700	1610	1550	1225	1080
Fabrique de prod. chimiques							
Sandoz, Bâle	1000	1900	1100	5275	3220	2850	3280
Union des banques suisses . .	500	756	530	860	830	535	550
Crédit suisse	500	832	545	1000	915	540	630
Société de banque suisse . . .	500	635	500	765	695	460	425
Soc. financ. Motor-Columbus .	500	650 ¹	140 ¹	1260	820	350	270

¹ Seulement Motor S. A.

Douze de ces valeurs ont actuellement un cours supérieur à celui de 1931, une action a la même valeur, et pour 5 entreprises les cours ont encore diminué. Un fait digne d'être relevé c'est celui que parmi les sociétés industrielles,

trois seulement ont des cours bas, et ce ne sont pas celles parmi les représentants typiques des industries d'exportation (Aciéries Fischer, Fabrique de locomotives Winterthour, Fabrique de conserves Lenzbourg). Les actions de l'industrie chimique ont par contre fortement monté.

Une comparaison établie avec les cours de la dernière crise de 1921 permet de constater que 10 entreprises industrielles ont des cours plus élevés. Pour certaines d'entre elles la valeur est à peu près la même, pour d'autres, elle est supérieure. Les actions de l'industrie chimique valent actuellement trois fois plus qu'en 1921. Les actions de la maison Maggi valent même quatre fois plus. La situation est un peu moins favorable chez Brown-Boveri, Fischer et pour la fabrique de chappe de Bâle. Les actions de la fabrique de locomotives de Winterthour sont les seules dont les cours sont très sensiblement inférieurs à ceux de fin 1921. Les cours d'action des banques et des sociétés financières sont en partie plus élevés et en partie plus bas qu'en 1921.

Basés sur les cours des actions cités plus haut, nous avons établi la valeur en bourse du capital-actions en entier:

	Divi- dende pour 1931 resp. 1931/32 en %	Valeur nominale du capital- actions en millions de francs	Valeur en bourse de tout le capital-actions			Plus et moins value fin 1932 comparés à fin 1931 en millions de francs
			fin 1930	fin 1931	fin 1932	
Nestlé, Cham	16	97,5	322	209,6	243,8	+ 34,2
Aluminium, Neuhausen . . .	10	60	147	84	90	+ 6,0
Lonza U. E. et fabrique de produits chimiques	—	48	53	19,2	22,8	+ 3,6
Brown, Boveri & Co, Baden .	—	47	57,7	22,8	22,8	—
Bally (société holding) . . .	—	40	41,6	24	31,2	+ 7,2
Sulzer (société holding) . . .	—	40	36,8	16	16,4	+ 0,4
Aciéries Fischer, Schaffhouse .	5	25	39	21,5	17	— 4,5
Maggi (société holding) . . .	10	24	72	72	76,8	+ 4,8
Fabr. de machines, Oerlikon .	5	20	26	16,4	20	+ 3,6
Soc. pour l'industrie chimique	15	20	52	47	52	+ 5,0
Soc. ind. pour la chappe . . .	—	18	36	17,3	18	+ 0,7
Fabr. de locom., Winterthour	—	12	9,4	5	3,4	— 1,6
Fabr. de conserves, Lenzbourg	6	10	15,5	12,2	10,8	— 1,4
Fabrique de prod. chimiques Sandoz, Bâle	18	10	32,2	28,5	33	+ 4,5
Au total 14 soc. industrielles	—	471,5	940,2	595,5	658,0	+ 62,5
Union des banques suisses . . .	7	160	265,6	171,2	176	+ 4,8
Crédit suisse	8	150	274,5	162	189	+ 27,0
Société de banque suisse . . .	5	100	139	92	85	— 7,0
Soc. financ. Motor-Columbus .	—	93,5	152	65,3	50,5	— 14,8
4 sociétés financières total	—	503,5	831,1	490,5	500,5	+ 10,0

Fin décembre, le capital-actions des 14 sociétés industrielles était évalué à 658 millions, soit 62 millions or ou le 10 % de plus qu'à fin 1931. Cette augmentation des cours est particulièrement curieuse du fait qu'en 1931 il s'est produit un recul de 37 % et en 1930 un autre recul de 16 %. Pour les sociétés financières on a également constaté une augmentation de la valeur en bourse; cette dernière ne dépasse cependant pas 2 %.

Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit il y a une année environ: A quelques exceptions près, les grandes entreprises industrielles suisses sont très bien consolidées et la crise actuelle ne leur portera préjudice que d'une manière tout à fait passagère. Le fait que contrairement à l'année dernière, il n'y a plus eu de baisse, mais un léger raffermissement des cours

d'actions permet de conclure que le point culminant de la crise boursière a été surmonté. Cela ne veut cependant pas dire qu'il y aura tout de suite une amélioration. Les modifications dans la conjoncture sont généralement précédées de modifications dans les cours des actions. Ce fut le cas avant la chute, cela se produira également pour la période de relèvement. Cependant la fin de la crise boursière ne saurait avoir des effets psychologiques mésestimables qui auront, avec le temps, leur répercussion sur la production, lors même que toute modeste au début. L'état actuel des cours des changes confirme une fois de plus notre affirmation que l'industrie suisse pourrait fort bien supporter la crise sans aggraver les conditions de travail et sans ruiner notre marché indigène.

Les sociétés financières suisses.

La crise du crédit qui a sévi en 1931 a occasionné de lourdes pertes au capital de finance international, en particulier l'effondrement de la plupart des monnaies et ensuite la dévalorisation catastrophique de plusieurs valeurs. Les sociétés financières suisses en ont senti vivement la répercussion. La rapide expansion prise durant les années 1924 à 1929 n'est pas seulement interrompue pour quelques années, mais de nombreuses, voire presque toutes les sociétés financières nécessitent des mesures d'assainissement et seront obligées de réduire leur capital afin de pouvoir amortir les pertes subies.

Nous extrayons les chiffres de bilan suivants, d'une statistique de l'Union des banques suisses englobant plus de 44 sociétés financières qui ont leurs sièges en Suisse:

	Nombre des sociétés	Capital-actions versé	par mille francs				Dividende en %
			Réserves	Fonds étrangers	Bilans	Bénéfice net	
1913	27	385,350	50,180	524,394	1,094,037	27,204	5,94
1922	27	428,392	27,227	371,277	914,122	9,478	2,93
1927	34	600,979	90,019	622,354	1,395,713	46,797	6,73
1928	39	736,978	151,097	468,141	1,505,772	74,714	7,39
1929	41	1,067,682	308,626	517,159	2,213,081	99,513	8,00
1930	44	1,154,094	343,851	599,166	2,393,139	86,554	7,06
1931	44	1,180,156	320,650	683,324	2,488,015	25,866	4,39

Le capital global des sociétés financières suisses atteignait 1215 millions à la fin de la guerre, ce qui, comparé à celui de 1913, ne représente qu'une augmentation de 100 millions en chiffres ronds. Sous l'influence de la crise d'après-guerre, les sommes du bilan se sont réduites à 876 millions (1923) pour remonter par bonds à partir de 1924 et atteindre plus de 2½ milliards de francs. Dans l'espace de 6 ans, la puissance de capital de ces sociétés financières a donc presque triplé. La crise actuelle causera à nouveau une regression.

Selon les données de l'Union des banques suisses, 18 entreprises seulement sur les 44 ont versé des dividendes pour l'exercice 1931, c'est-à-dire 1930/31, tandis que l'année précédente 33 de ces dernières en répartissaient encore. Quoiqu'il en soit, les dividendes versés en 1931 s'élèvent à la jolie somme de 52 millions. Le dividende moyen est encore de 4,4 % supérieur à celui versé durant la crise de 1920/22, où il était tombé à 1,2 %. Les tantièmes qui en 1929 atteignaient 3,2 millions tombèrent à 2,2 l'année suivante et à 0,8 million en 1931. La situation financière très précaire n'a cependant pas été caractérisée par une réduction sensible du bénéfice net. L'effondrement des cours en bourse causa la dévalorisation de nombreux papiers et les soldes de pertes suivant les bilans, qui n'avaient pas encore été couverts, ne représentaient pas moins de 37 millions pour 9 des sociétés atteintes par le krach. Dans ces chiffres,

on n'a pas encore tenu compte de la dévalorisation qui s'est produite en 1932 et qui exigera encore d'autres amortissements.

Toutes ces sociétés financières sont d'une manière ou d'une autre au service de l'exportation des capitaux. On distingue trois sortes d'entreprises: 1^o *Les sociétés de dépôts de capitaux*, qui cherchent tout simplement un placement de capitaux rentable en achetant des valeurs de différents pays. 2^o *Les sociétés de financement* qui fondent des entreprises à l'étranger (surtout des sociétés d'électricité, les financient et les placent sous un contrôle perpétuel, 3^o *Les sociétés holding* qui ont pour but de réunir et de contrôler les entreprises sœurs de grands concerns industriels.

La crise atteint plus particulièrement les sociétés de placement de capitaux et les sociétés de financement, dont les valeurs et participations ont beaucoup perdu de leur valeur. En temps de crise il y a certaines pertes qui peuvent anéantir des centaines de millions. On pourrait être d'avis que tout cela ne présente aucun intérêt pour la classe ouvrière puisque c'est l'argent des capitalistes qui est en jeu et qui se perd. Mais ce n'est pas uniquement à ce point de vue qu'il convient de considérer le problème. Ces pertes sont des amortissements de l'économie politique suisse et dont toute l'économie se ressent. Il serait donc du devoir de l'Etat de se préoccuper de l'activité des sociétés financières et d'exercer un contrôle sur leur exportation de capitaux. Cela serait d'autant plus nécessaire que ce capital d'exportation pourrait procurer du travail à l'industrie suisse, où il pourrait, par exemple, servir à soutenir la concurrence étrangère. Les grandes banques qui sont en quelque sorte les tuteurs des sociétés financières n'ont généralement pas d'autre intérêt en vue que le leur et non celui de l'économie politique indigène. C'est pourquoi il est urgent d'instaurer le contrôle de l'Etat sur l'exportation du capital.

Nous ajoutons encore quelques bilans des sociétés financières suisses les plus importantes, soit ceux de 1931, c'est-à-dire 1930/31:

	Capital-actions versé	Réserves	Valeurs et partici- pations
	par mille francs		
<i>Sociétés de financement:</i>			
Motor-Columbus S. A.	93,500	24,350	196,461
Banque pour entreprises électriques	75,000	45,000	106,355
Société américo-suisse d'électricité	92,200	25,000	74,112
<i>Sociétés de placement de capitaux:</i>			
Société suisse pour placement de capitaux . .	20,000	1,324	35,389
Société intercontinentale de placement . . .	25,000	1,615	38,506
<i>Sociétés holding:</i>			
C. F. Bally S. A.	40,000	12,300	41,798
Entreprises Sulzer S. A.	40,000	3,250	30,585

Statistiques économiques et sociales de la Suisse.

La statistique économique et sociale a surtout été développée durant les 10 dernières années. Les chiffres-index du coût de la vie et des prix de gros ne figurent qu'à partir de 1921. Depuis 1925, la statistique relate le degré d'occupation dans l'industrie et depuis 1926 les enquêtes périodiques sur l'activité dans le bâtiment. A partir de 1927, la statistique relevait le chômage des membres des caisses de chômage tandis que le chiffre des personnes en quête de travail (chômeurs complets) figure dans la statistique depuis 1920 déjà. Depuis quelques années également, la statistique publie les conflits collectifs du travail ainsi que les contrats de travail conclus; malheureusement ces der-

niers ne sont pas publiés périodiquement, il s'agit pour le moment d'une seule enquête. La statistique des salaires des ouvriers victimes d'accidents remonte à 1918 et les chiffres de 1913 ont été également publiés afin de pouvoir établir une comparaison.

Bien que nous n'ayons que 10 ans de statistiques économiques en Suisse, les chiffres documentaires sont déjà en si grand nombre qu'il n'y a même plus possibilité de publier périodiquement les chiffres comparatifs, des années précédentes. C'est pourquoi il est parfois très difficile de trouver les données des années passées et même lorsque l'on a sous la main tous les bulletins officiels on perd beaucoup de temps à les rechercher. Il faut donc féliciter l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail d'avoir rassemblé en un seul ouvrage tous les chiffres des statistiques mentionnées jusqu'en 1931. Ce volume intitulé « Résultats des statistiques sociales suisses », publié par le Département fédéral de l'économie publique et que l'on peut obtenir auprès de lui, est indispensable à tous ceux qui sont appelés à se servir souvent de chiffres statistiques dans le domaine économique et social. Nous recommandons vivement aux syndicats de se le procurer.

Les conditions de travail.

Salaires des ouvriers victimes d'accidents, dans les grandes villes.

En complément de la statistique sur les salaires des ouvriers victimes d'accidents publiée dans la « Revue syndicale » d'octobre, nous donnons dans le présent article quelques chiffres des salaires moyens versés dans les 4 grandes villes de Zurich, Bâle, Genève et Berne et calculés pour la première fois pour 1930 par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail. Sur les 83,000 données touchant les salaires 21,000 ou le quart concernent les 4 grandes villes citées. Nous nous bornons aux données concernant les salaires journaliers et renonçons à celles touchant les salaires horaires. A ce sujet, nous donnons les chiffres pour 1930 et 1931, ce qui permet d'intéressantes comparaisons.

	Salaires journaliers en francs				Index des 4 grandes villes (Moyenne nat. = 100)	
	Moyenne nationale		4 grandes villes		1930	1931
	1930	1931	1930	1931		
Contremaîtres, chefs d'équipe, maîtres-ouvriers	16.22	16.10	17.80	17.56	110	109
Ouvriers qualifiés et semi-qualif.	12.57	12.62	14.12	13.98	112	111
Ouvriers non qualifiés	9.90	9.97	11.35	11.27	115	113
Femmes	6.36	6.36	7.16	7.09	113	111
Jeunes gens de moins de 18 ans	5.45	5.45	6.44	6.49	118	119

Il ressort de ces chiffres qu'en 1931 les salaires dans ces 4 grandes villes ont été inférieurs à ceux de 1930, pour toutes les catégories d'ouvriers, à l'exception des jeunes gens en dessous de 18 ans. Par contre selon la moyenne nationale, les salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés ont subi une augmentation, ceux des femmes et des jeunes gens sont restés à peu près les mêmes. Ces légers mouvements de salaires permettent de constater que la différence des salaires entre les grandes villes et la moyenne nationale a diminué. La preuve en est donnée dans l'index des 4 villes qui, comparé à celui de la moyenne nationale, accuse une moins grande variation, à l'exception des jeunes gens.